

[Récapitulatif des publications sur les Gilets jaunes du Journal de bord](#) regroupées par dates sur le blog *Temps critiques*

Les parutions sont à lire de bas en haut pour suivre chronologiquement le mois de juin 2019.

Compte-rendu de la manifestation du 29 juin à Lyon

Environ 200-250 personnes à Antonin-Poncet à 14 h. Pas de force de l'ordre. La manif prend la direction de la rue de la République puisque, pour la première fois depuis deux mois, elle ne nous est pas interdite comme toute la Presqu'île.

Nous allons jusqu'à l'Hôtel de Ville par la rue de la République sous une chaleur écrasante. Des barrières sont renversées et rassemblées devant la mairie toujours sans réaction de la police.



Nous faisons le chemin inverse où, juste avant la place des Jacobins, l'idée germe chez certains de se rendre rue Terme en bas de la Croix-Rousse vers un local des francs-maçons. Y. et J. s'opposent à ce début de dérive complotiste et malgré la proposition de J. de bloquer

le Printemps (on est déjà passé devant il y a quelques minutes sans que les manifestants n'y fassent attention, alors qu'on est en pleines soldes et qu'il est très facile de faire fermer ce magasin, comme nous l'avons déjà fait plusieurs fois. Comprenne qui pourra !), c'est finalement la direction de la rue Victor-Hugo qui emporte l'adhésion, mais nous sommes encore moins nombreux.

Une fois à mi-rue Victor-Hugo les premières forces de l'ordre commencent à roder quand des palissades sont plus ou moins renversées et que des altercations se produisent avec un cafetier à hauteur de la station Ampère. Comme d'habitude il nous envoie manifester ailleurs parce qu'on nuirait à son commerce, alors que la rue est sinistrée par les travaux comme la moitié de l'hyper-centre !

Et cette fois ça y est les CRS sont là bardés, mais avec une petite touche estivale en chemisette. Des heurts ont lieu quand certains d'entre nous empêchent le mouvement de leurs camionnettes. Deux manifestants sont embarqués malgré nos protestations et de grands coups de pied et de poings dans les palissades. Les policiers ne font pas les fier-à-bras, car les bacqueux ne sont pas là pour les soulager et ils sont en petit nombre et empêtrés par les travaux qui les empêchent d'évoluer à l'aise. Quelques contacts pour nous repousser. Un ou deux jets de bombinettes et une seule grenade lancée à terre en direction du MacDo dont nous bloquons l'entrée. Un autre groupe de manifestants parti vers Perrache revient parce que le cortège a été coupé en deux par un groupe de policiers à l'angle de la place Carnot et de la rue Victor-Hugo.



Au bout d'un moment, ils se replient sous les quolibets dans une rue perpendiculaire, sans doute pour attendre les ordres... qui sont de nous disperser. Nous nous dirigeons vers les rues perpendiculaires en piquant un petit sprint histoire de les faire courir un peu. Nous regagnons Bellecour par petits groupes. Malgré cela les policiers réapparaissent dans la rue Victor-Hugo et se dirigent en courant dans une rue perpendiculaire pour aller chercher un jeune qui se planquait dans une épicerie (dénonciation ou caméra ?). Le jeune a reçu des coups de matraque dans les jambes avant d'être menotté et embarqué dans le fourgon de police.

Revenus sur la place Bellecour, repos pour certains sous les arbres. Puis un départ vers la place de la République. Les forces de l'ordre poussent à la dispersion sur le côté droit des travaux sans intervenir sur les manifestants qui sont côté gauche. Les manifestants rejoignent alors la place Antonin-Poncet. Pendant une pause d'une demi-heure, car tout le monde est éreinté par la chaleur, quelqu'un a repéré le jeune qui semble fortement être une

balance depuis ce qu'on a pu voir rue Victor-Hugo peu auparavant et certaines personnes ont tenté de le rattraper alors que celui-ci s'est rapproché des forces de l'ordre pour se protéger, ces dernières se trouvant en face du MacDo, vers la sortie de métro. Quelques Gilets jaunes ont discuté avec des policiers pendant un temps tandis que tout le monde partait petit à petit alors qu'un groupe plus restreint d'une dizaine de Gilets jaunes attend vainement devant le Printemps.

Pourtant un carrousel de cars de police fonce vers les Terreaux et le bas de la Croix-Rousse par la rue Édouard-Herriot, au milieu de clients des soldes qui se demandent un peu ce qu'il se passe. Nous aussi d'ailleurs et après avoir vainement cherché une jonction, nous décrochons à ce moment-là. Nous saurons plus tard que les bus ont arrêté de circuler à partir de là dans cette zone jusque vers 19 h sans vraiment savoir ce qui a occasionné ces troubles.

Compte-rendu de l'AG départementale Gilets jaunes du Rhône, le 24 juin 2019

Environ 200 présents avec des membres de tous les groupes.

Une certaine ambiance sympathique au départ avec beaucoup d'embrassades et des discussions par petits groupes.

Finalement c'est avec la présence de plusieurs des groupes existants (Périphérie, TEO, Feyzin) que démarre l'AG avec la proposition d'une AG départementale tous les 15 jours à la Bourse, qu'ils font avaliser sans problème par un vote quasiment à l'unanimité. À noter quand même que parmi les quelques abstentions on trouve des membres importants du groupe Lyon-centre qui, comme mardi soir, à la réunion de préparation, se tient sur la réserve. Mais la proposition reste floue sur le reste avec l'idée d'une organisation tournante par groupe, déjà critiquée mardi soir à la réunion de préparation, parce qu'elle renforcerait les tendances particularistes des groupes, les sensibilités comme dit une personne au micro, alors qu'on est tous d'accord pour aller vers une plus grande unité. Là-dessus quelques personnes interviennent dans le sens d'une réunion préparatoire de « référents » des groupes ou même d'une coordination quasi politique de ces groupes.

Pour ACT une personne présente une « manifestation des oubliées » le 14 juillet dont le tracé

précis sera donné prochainement.

Une fois ce point établi, la réunion se tend sur le bilan des actions entreprises ce week-end avec un éclatement des actions : une mal comprise sur Givors (le groupe Givors n'était pas présent à la réunion de préparation), alors que certains attendaient celle de Villefranche ; et une mal communiquée sur l'hôpital Croix-Rousse.

Il est constaté le non-respect par des groupes présents à la réunion du mardi, des décisions d'action qui y avaient été prises collectivement pour le samedi. Exemple : celle du rond-point de l'hôpital où les GJ se sont retrouvés à 10/15 au max. Au final qui décide dans ces groupes ? Qui représente quoi ?

Des accusations de fuite sont proférées contre « le journal de bord », sous prétexte que dans notre compte-rendu d'AG nous avons parlé d'une action sur les parkings des hôpitaux, mais pour nous il ne s'agit pas de fuite et nous intervenons pour dire qu'il faut donner le maximum d'info à l'avance sur l'objectif de façon à mobiliser les Gilets jaunes et autres personnes sur des cibles claires à partir de la commission action et que c'est ensuite que doivent être affinés les détails de l'action. On ne peut en effet accepter comme méthode, sous prétexte de « sécurité », que des GJ soient envoyés sur des actions sans qu'ils aient eu connaissance des objectifs à l'avance de façon à pouvoir se déterminer par rapport aux propositions (certains GJ ont par exemple refusé de rejoindre la dernière action sur Carrefour-Confluence pour la défense des agents de sécurité vu ce qui s'était passé avec les vigiles de la Part-Dieu quelques semaines auparavant). Les GJ ne sont pas des petits soldats ! Pourquoi ce qui fonctionne en semaine ne fonctionnerait-il pas le samedi ? Or ces actions de semaine sont présentées en AG ou en commission avant exécution. Seuls les détails techniques et le lieu de rendez-vous sont précisés par la suite.

J. fait remarquer l'écart entre l'unité de la réunion de préparation et la situation concrète dans les jours qui suivent avec une commission action où plus personne ne va ce qui débouche sur des actions disparates du samedi avec des manifestants potentiels qui se cherchent toute une partie de la journée. Les réseaux sociaux au pouvoir et Dieu trieront les leurs !

Après cela nous assistons à une séquence pénible dans laquelle une personne accuse « Lyon » et les lyonnais d'être des « moutons », c'est-à-dire une critique infrapolitique et souvent ridicule du groupe Lyon-centre comme si les « lyonnais » étaient « Lyon-centre » et comme si les quelques dizaines de membres des groupes de la périphérie de Lyon étaient des Blacks Blocs seuls capables de prendre des risques et d'affronter la police. Ils en viennent presque aux mains et on se demande un peu ce qu'on fait là.

Une GJ très légaliste (mais c'est juste pour la situer) présente sur l'action à l'hôpital de la Croix-Rousse explique qu'elle n'a pas envie de se faire casser la gueule en manif et trouve limites (méprisants, on en a des plus grosses que les autres...) les propos tenus par quelques jusqu'au-boutistes.

Sur les actions à mener, à part une proposition de discuter avec un député LRM qui fait chou blanc, certains proposent d'actionner le RIP pour l'aéroport de Paris mais sans plus aucune spécificité de l'action GJ autre que de dire que le RIP est le tremplin pour le RIC. Ces fervents démocrates se posent quand même quelques questions sur le pourquoi il est si difficile d'arriver aux 4,5 millions de voix.

Des actions sont proposées pour samedi, certaines en direction de la police et des commissariats dans le cadre d'une journée contre la répression, d'autres pensent à une réitération de l'opération ronds-points hôpitaux alors que nous insistons sur le fait de réactiver la commission action et de maintenir malgré tout et sans opposition aux autres actions du samedi, un rassemblement central à Bellecour quitte à ce que les personnes qui s'y trouvent et qui ne sont pas sur les réseaux sociaux et ne font pas partie des « personnes de confiance » chères aux groupes des actions coup de poing, puissent rejoindre les actions.

G. Insiste sur la nécessité de ressusciter la commission action.

Si on résume, l'union sacrée de la réunion de préparation était de la poudre aux yeux. Des non-dits de la réunion de préparation se sont exprimés pendant l'AG et surtout des personnes actives chez les GJ mais n'appartenant pas aux groupes sont intervenues dans des sens tout à fait opposés aux décisions de la réunion de préparation parce qu'elles pensent essentiellement en fonction de ce qui devrait se passer à la rentrée et de ce fait se montrent très hostiles à toutes formes d'action violente ou sectaire au profit d'actions qui montreraient que les GJ ne sont pas ce que l'on croît. Clairement, à cet AG, plusieurs personnes et pas forcément proches sont intervenues en exprimant une volonté de corriger une certaine image négative des GJ auprès de l'opinion comme s'il fallait réintégrer le moule du consensus de l'action responsable et bien propre sur elle que les GJ ont justement fait éclater... ponctuellement. En tout cas, face à ceux qui énonçaient que les « lyonnais sont des moutons » la marge de manœuvre est restée étroite.

On s'est retrouvés à cinquante plus ou moins sur Antonin-Poncet vers 14 h, puis rendez-vous à la préfecture où une bonne grosse centaine de GJ nous a rejoint. De là on s'est décidés à aller vers Part-Dieu tout en sachant qu'on n'irait certainement pas. Arrivés dans le quartier on a tourné de rue en rue en laissant les flics penser qu'on se dirigeait vers la gare ou le centre commercial. Ça a duré un bon moment et c'était chouette de ne pas savoir où l'on allait. Ça parlait ici ou là de bouger vers Saint-Jean. Tout d'un coup les CRS se sont faits plus pressants et ont carrément couru dans notre direction. Poussés, matraqués nous sommes retrouvés à 50 car beaucoup se sont enfuis lors de l'attaque des flics. Dispersion en petits groupes et réunion à Saint-Jean où on a paradé (une centaine) pendant une petite heure. Continuité en allant sur Bellecour puis rue de la République où une gilet jaune tombe au sol, les flics s'arrêtent et nous aussi. La dame va finalement bien et on part vers l'autoroute puis, bloqués on passe dans Perrache et on récupère l'autoroute à l'entrée du premier tunnel avant celui de Fourvière. On ralentit le trafic en bloquant chaque voiture une minute. Ça a duré un gros quart d'heure. On vient de rentrer.

On a été 2 ou 300 au plus haut.

Pendant ce temps occupation de l'entrée du parking de l'Hôpital de la Croix-Rousse avec levée des barrières.

Compte-rendu de la manifestation de Givors du 22 juin 2019

Au plus haut 200 présents et c'est plutôt une réussite pour les givordins, même s'il y a eu du flottement, puisque certaines voitures sont parties en direction de Vienne et du péage de Reventin-Vaugris. Deux ronds-points sont occupés, celui qui permet de reprendre l'autoroute et celui du centre commercial. La police aux abois et en grosse difficulté, compte tenu des équipements lourds. Une unité sera d'ailleurs relevée juste avant les gazages à la petite bombe lacrymo, quand il y a eu une tentative d'atteindre l'autoroute. Gazage aussi lors de l'entrée de Gilets jaunes dans le Carrefour, avec les flics qui sont arrivés juste après pour bloquer tout le monde. Ensuite, stationnement sous le cagnard.

CR action contre Protect et Carrefour du 19/06/19

Elle fait suite à celle de cet hiver (cf. [CR blog](#) en date du 20 mars 2019)

En effet, les négociations promises pour un respect minimum du droit du travail sans même parler des conventions collectives sont restées lettre morte. Néanmoins l'action a en partie portée ses fruits puisque Protect perdrait des parts de marché au sein du secteur de la sécurité.

L'action n'est plus portée cette fois devant Primark à la Part-Dieu, mais directement devant Carrefour à Confluence, les deux enseignes utilisant toutes les deux les services de Protect.

L'opération est menée comme la fois précédente par le petit syndicat Uniti dont certains membres sont GJ. L'action a beau se faire secrètement la police nous attend mais comme nous n'avons pas mis les gilets jaunes ils ne peuvent pas faire grand-chose pour nous repérer et nous convergeons par petits groupes vers Carrefour où il a été décidé de faire un barrage filtrant incitant à signer une pétition.

A l'heure dite nous nous trouvons une trentaine à sortir pancartes et à chanter ou entonner des slogans. Les vigiles sont quasi absents contrairement à la Part-Dieu et la police observe, prend des photos mais n'intervient pas au contact. L'impression est mitigée car les prises de paroles, un ou deux membres d'Uniti puis un salarié de Protect, n'empêchent pas un certain malaise du fait de l'absence des salariés en question, alors qu'il y a quelques mois une vingtaine de grévistes faisaient corps avec nous. Pas étonnant donc que la direction, sommée de répondre, fasse la sourde oreille.

Les seuls agents de sécurité présents étaient deux agents licenciés, donc qui n'avaient plus rien à perdre, pour les autres, s'ils ont repris le travail il leur est impossible de quitter leur poste, ceci est considéré comme une faute professionnelle pouvant entraîner la perte de la carte professionnelle délivrée par le CNAPS et sans laquelle aucun employeur en France ne peut plus les faire bosser.

Ce sont pour la plupart des « précaires », des gens en situation de handicap reconvertis, des travailleurs étrangers qui savent peu lire, or pour être ADS il faut une formation de trois semaines dans un Centre AFPA ou Greta, etc.

Les contrats sont assez flous, ce qui fait que quand un agent doit être viré on l'envoie bosser sur Valence, Grenoble, etc., pour des missions dépassant rarement des demies journées.

Ces quelques explications pour justifier la « peur » d'être présents des agents concernés. Finalement, des négociations se sont ouvertes avec l'un des responsables.

Fin de l'action.

Compte-rendu de la réunion du 18 juin en préparation à l'AG Départementale du 24 juin 2019

Rappel :

Suite à l'invitation des autres groupes, via Article 35, nous avons décidé, malgré bien des réticences dans la mesure où nous sommes plus « un groupe non-groupe », comme on le disait en 68, qu'un véritable groupe, de participer à cette préparation en tant que « Journal de bord-Gilets jaunes »

É., Ju, et moi sommes donc là en tant que tels, Lyon-centre est là avec 4-5 personnes ; Feyzin et Périphérie ; TEO, en force car la réunion se fait « chez eux » ; Tarare ; une personne d'Article 35 ; Givors est absent, car il semble que le groupe ait éclaté. Une trentaine de personnes en tout, plus ou moins « délégués » de leurs groupes + quelques indépendants très actifs et transcourants.

Après une sévère altercation des « Périphérie » contre Lyon-centre pour des accusations de blocage/censure d'info au cours de la manif avec les Blouses blanches, au moment de son détournement partiel vers une action à la Part-Dieu, la réunion peut commencer dans un calme relatif.

Ce sont les groupes autres que Lyon-centre qui ont la main et ils proposent un tour de table individuel pour se présenter et pour préciser la participation de chacun dans le mouvement et de fait l'appartenance à tel ou tel groupe. Groupe ne doit pas être pris au sens politique du terme, car hormis Lyon-centre à la coloration Nuit debout-LFI, et nous qui avons une approche politique sensiblement commune du mouvement et de notre participation en son sein (c'est ce qui nous a rapprochés puisque, pour la plupart nous ne nous connaissions pas avant), les autres groupes sont des groupes de ronds-points (TEO) à l'origine ou des groupes définis régionalement (Feyzin, Givors, Genay). Article 35 est quant à lui un mélange quartier (Vénissieux) et idéologie de désobéissance civile.

Dès l'entame de la discussion il apparaît que tous les groupes à part « le nôtre » se sont déjà concertés dans une réunion plus fermée, afin de proposer des solutions alternatives à l'assemblée populaire GJ de Lyon à la Bourse du travail assimilée de fait au groupe Lyon-centre. Quant à Lyon-centre ils arrivent avec un tract recto-verso à la fois de bilan et programmatique dont nous reparlerons ailleurs.

Les groupes « Périphérie » font la proposition d'une « assemblée tournante », mais sans qu'on arrive vraiment à savoir ce qui tourne : les lieux ? les thèmes ? ou enfin les groupes organisateurs. Difficile de se faire une idée précise, même si cette troisième hypothèse est la plus plausible.

Le souci semble être aussi de limiter l'emprise de Lyon-centre sur l'AG. Il ne s'agit plus de simplement faire tourner le micro à la tribune comme l'ont concédé peu à peu les Lyon-centre, mais de faire tourner les organisateurs. Dans un premier temps le groupe Lyon-centre réagit vivement à ce qui lui apparaît comme une dépossession en faisant une contre-proposition d'AG départementale par quinzaine ce qui lui laisserait « son » AG Lyon une semaine sur deux. De manière plus ou moins voilée il est reproché à l'AG de Lyon de ne plus être une AG populaire. Certains TEO, en bruit de fond parlent d'une AG de « bobos ». Vive réaction d'un gars proche de Lyon-centre, assez âgé, qui dit n'avoir jamais été traité comme ça et, pour le moins, ne pas correspondre à cette catégorisation journalistique, qu'il est piquant de voir reprise par un « Périphérie » qui exalte les « quartiers » ! Ce qui reste des anciennes confrontations de classes prend décidément un tour pathétique.

La question est laissée de côté pour un moment et on revient au fonctionnement actuel jugé insatisfaisant par tous :

— pour les « Périphérie », ce n'est ni plus ni moins qu'une AG cadencée par Lyon-centre dans laquelle il est impossible de s'exprimer d'où le fait qu'ils n'y vont plus régulièrement. Pour eux, c'est bla-bla et compagnie et peu d'action.

— pour d'autres, dont Tarare, c'est aussi parce qu'on « n'avance pas » et que le trajet est bien long pour de piètres résultats. Le « on n'avance pas » est d'ailleurs partagé par la plupart des présents (sauf nous) sans qu'on sache précisément vers quoi il s'agirait d'avancer. Pourtant, la même personne semble apprécier le niveau de discussion qui s'engage dans cette réunion et même découvrir qu'on peut discuter. Mais pense-t-elle que ça aussi c'est « avancer » et ne pas perdre du temps ?;

— pour Lyon-centre, c'est la faute au « journal de bord » qui aurait organisé une opposition systématique à toute tentative d'organisation, cela débouchant sur la mise en autogestion de l'AG qui aurait conduit ensuite à la désertion de personnes effarées par le foutoir où les agressions verbales qui s'y passeraient. Il faut dire que pour les Lyon-centre une intervention spontanée de sa place sans aller à la tribune et au micro est considérée comme un manque de discipline et un coupage de parole comme une agression, un manque de respect ou de bienveillance (tous ces mots du langage macronien employés par ceux-là mêmes qui s'opposent ou disent s'opposer à son «

système) ;

— pour nous l'AG en l'état est incapable d'aborder les questions de fond et de provoquer des discussions, non pas à cause d'un nombre de participants trop élevé qui empêcherait une discussion fructueuse, alors même que ce nombre ne fait que baisser, mais du fait que toute critique de ce qui est fait est proscrite dans la mesure où elle ne « positive » pas le travail accompli, les heures passées, la bonne volonté et « l'investissement », etc. Comme le dit le seul membre de TEO à aller aux commissions, certaines d'entre elles, comme celle sur le RIC se sont érigées en petites PME faisant leurs petites affaires sans plus de rapport avec la lutte elle-même, le rapport de force et même l'AG. Elles échappent ainsi à toutes critiques effectivement, alors que les commissions action et manifestation doivent bien rendre des comptes immédiats ;

J. va longuement répondre en défense du journal de bord en disant que nous n'avons jamais été contre l'organisation en soi et même trois d'entre nous ont participé à la première et seconde commission organisation et que si n'avons jamais été aux suivantes c'est que nous sommes tombés sur quelques ex Nuit debout qui concevaient l'organisation comme on leur a appris dans les cours universitaires ou patronaux de gestion des ressources humaines, la même « organisation » que nous avons subie au boulot de la part de nos chefs à partir des réformes de management des années 80, avec toute la novlangue qui va avec, parfaitement recyclable dans la fausse contestation (horizontalité, bienveillance, compétence, respect, écoute, participatif, etc.)

Cette organisation qui casse les AG, donne tous les pouvoirs à des commissions dont l'AG n'est que la caisse enregistreuse recevant à chaque séance la litanie de CR particularisés suivi d'un ordre du jour intangible décidé hors AG, c'est effectivement ce que Lyon-centre a imposé et que nous refusons.

Ju précisera que se délivrer de ce carcan était la seule façon pour espérer atteindre un recentrage et une discussion sur des points fondamentaux à déterminer alors que les tours de parole et autres procédés formalistes ne faisaient qu'aligner des ressentis ou des lubies personnelles toutes présentées comme d'équivalente valeur.

E. précisera encore qu'il ne s'agit pas d'opposer organisation et spontanéité,, forme ou contenu, mais d'articuler le tout en tenant compte de l'hétérogénéité sociale et politique du mouvement que l'on ne peut pas effacer par tout un discours politiquement correct étranger au GJ et qu'ils rejettent parce qu'il est de fait, aujourd'hui le langage de tous les pouvoirs. Ce discours GJ sera effectivement souvent en résonance avec ses pratiques « incorrectes » d'action directe, de non-respect des ordres externes et de refus d'une discipline interne qui a

fait la force du mouvement... et ses faiblesses.

Wilf qui se dit transcourant intervient alors parce qu'il craint que la proposition des « Périphérie » aille à l'encontre de ce que nous souhaitons tous, c'est-à-dire un certain retour à l'unité parce que l'option « tournante » renforcerait les identitarismes de groupe. Certains le confirment en disant qu'ils interviennent essentiellement en tant qu'individu-Gilet jaune quel que soit leur appartenance ou non à un groupe.

J. intervient à nouveau pour dire que l'unité nécessaire ne repose pas sur le formalisme qui de fait est déjà un système codé que beaucoup de GJ refusent, mais sur le fait de se mettre d'accord concrètement sur quelques points forts de discussion, de revendications et d'actions afin d'éviter de retomber dans les apories de l'anticapitalisme ou autres généralités démocratistes. Une brève discussion a lieu là-dessus à propos de laquelle des différences apparaissent même entre nous avec Ju qui pense marxiste en disant grosso modo que la radicalité c'est de prendre les choses à la racine, que la racine c'est le « système » et que le « système » c'est le capitalisme, ce qui entraîne immédiatement une levée de boucliers de la part d'un gars de TEO qui, de façon provocatrice (il en a l'habitude) affirme qu'il achète des « marques », veut consommer plus et se moque de fait de l'anticapitalisme abstrait (sous-entendu des Lyon-centre et des gauchistes) ; alors que J. pense que c'est en partant des conditions de vie et de la difficulté de la reproduction de ces conditions actuellement qu'on peut éventuellement aboutir à une conscience et des pratiques anticapitalistes et non en se déterminant abstraitement par rapport à des slogans sans grande signification. Un vieux dilemme de rapport entre mouvement pratique et conscience théorique. Partir de l'un (J) ou de l'autre (Ju) ?

La question de l'unité est ensuite reliée à celle de la convergence et on voit se recréer le fossé entre ceux qui veulent converger vers d'autres secteurs et ceux qui pensent que le fait que les GJ partent du point de vue englobant des conditions de vie et non pas de celui particulier des conditions de travail les placent au centre du jeu. Ils n'ont donc pas à « converger ». Mais le terme de convergence n'est pas clair puisqu'une personne intervient pour dire que les GJ sont eux-mêmes le produit d'une convergence, ce qui ne donne pas le même sens au terme de convergence. En effet, les GJ n'étaient séparés que par des rapports sociaux qui les atomisent et ils ont « convergé » sur les objectifs unitaires de leur révolte. On peut donc dire que leur « convergence » est immédiate. Alors que l'idée, venue après, de convergence des luttes sous-entend une séparation d'origine provoquée par des champs d'action différents (secteurs, professions). La convergence est ici médiante ou indirecte. Elle doit se construire... et elle ne s'est pas construite parce que justement le mouvement des GJ a bouleversé les vieilles conceptions de la séparation et de l'unité.

Avant d'en finir avec l'AG du 24, retour à la manif du 22 avec une mauvaise volonté évidente de la part de certains Lyon-centre qui visiblement ne veulent rien organiser vu les attaques qu'ils ont subis, mais en même temps ils font remarquer que Lyon va une fois de plus être ridicule (??) en ne faisant rien ce samedi (sous-entendu à cause des saboteurs de tout bord), alors que dans les autres villes...

Certes, un appel général à une grosse action a effectivement été lancé, mais personne n'en connaît vraiment l'objet ; certains parlent de défense du service public, d'autre de lutte contre la hausse du prix de l'électricité et la forme qu'elle prendra (action éclair sur des objectifs comme le veulent les « Périphérie » ou manifestation quasi syndicale de marche à pied au long cours, type la manifestation commune avec les Blouses blanches comme le veulent les Lyon-centre ?). C'est le flou le plus complet amplifié par le fait que plus personne n'étant en état d'établir un rapport de forces national, mais apprécié ville par ville, cela ressemble de plus en plus à un effet d'annonce, ce que Wilf laisse entendre à demi-mot, alors pourtant qu'il était à l'initiative de la proposition de manifestation du 22 contre l'augmentation des prix. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le seul type de manif qui rencontre encore un certain écho est la manif hebdo centrale dans une seule ville chaque fois différente

Ce n'est pas la première fois qu'on a le droit à ce genre d'autoflagellation quant à ce qui se passe à Lyon, comme si les personnes proférant cette idée avaient des infos vraiment convaincantes sur ce qui se passe dans les autres villes en dehors de la période où elles décrétées ville de manifestation nationale (pour mémoire, samedi dernier, chiffre officiel à Paris : 1000 personnes !). Même en triplant ou quadruplant le chiffre, c'est dérisoire.

Même si certains membres de « Périphérie » proposent une grosse manif tous les mois et le reste du temps des actions de groupes décentralisées, finalement, pour le 22 en tout cas, proposition de la part des « Périphérie » d'une action à partir du matin sur tous les parkings des services publics, car il faut des actions qui attirent la sympathie. J. intervient pour dire que cela ne doit pas empêcher qu'un lieu fixe soit conservé chaque semaine le samedi à 14 h pour les personnes peu au fait des infos FB ou mails. Ce lieu pourrait être la place des J. comme samedi dernier parce qu'elle n'est pas en zone interdite, qu'elle la borde, qu'on peut y faire des incursions. Elle est par ailleurs très centrale sans pour cela qu'on soit exposée comme à Bellecour. Il suffit qu'une ou deux « estafettes » un peu connues soient aussi là à cette heure pour orienter au dernier moment les personnes présentes vers les actions en cours.

Une autre action est évoquée pour le blocage du péage de Villefranche s/s, mais les personnes qui pratiquent habituellement ce type d'action doutent maintenant de son

efficacité vu qu'il n'y a plus les cabanes. En effet, les automobilistes passent, sont contents... et oublient les GJ dans la minute qui suit.

Pour finir, retour à la préparation de l'AG. La représentante de Tarare lit un petit papier convaincant sur la nécessité non seulement de faire l'unité, mais aussi de faire un bilan. J'enchaîne là-dessus en disant que c'est effectivement nécessaire, car comment envisager l'organisation et les actions à venir si on n'a pas au moins une appréciation correcte de la situation et du rapport de force du moment ?

En effet, on peut distinguer au moins quatre positions :

- celle selon laquelle le mouvement n'est pas en crise et pour qui il n'y a que crise de l'AG, de Lyon qui plus est, parce que les saboteurs, etc. ;
- celle très activiste et volontariste des actions coup de poing qui font mal mais plus déterminées par le fait d'avoir des « couilles » que par une analyse objective des rapports de force ;
- celle qui reconnaît l'essoufflement, mais pas le déclin parce que le mouvement va de toute façon reprendre en septembre et pour qui il s'agit essentiellement d'entretenir la flamme ;
- et la nôtre pour qui le mouvement est dans sa phase descendante pour ne pas dire plus et pour qui il faut en tirer de conséquences. Il ne reprendra pas ce qui ne veut pas dire qu'il ne se passera plus rien, mais ce ne sera plus le même mouvement. Cela ne veut pas dire non plus qu'il faut quitter le navire en route.

Or, l'appréciation de la situation du mouvement informe grandement la suite du mouvement, que ce soit du point de vue de l'organisation ou de l'action, mais cette appréciation n'est jamais posée comme questionnement en AG, même si J. essaie chaque fois d'intervenir pour rendre compte de son importance (« ce n'est pas l'AG qui fait le mouvement, mais l'AG qui résulte du mouvement »).

Cette question du bilan semble entendue par tous, même si les Lyon-centre font la sourde oreille et les TEO ne plus beaucoup s'occuper de tout ça.

La réunion se termine sur un dernier tour de table pour l'agencement des futures AG départementales avec le choix d'une tous les 15 jours, à Lyon. Le flou sur la mise en route de l'AG du 24 ne semble quand même pas éclairci.

Une réunion assez « riche » quand même.

Compte rendu de l'AG Bourse du 17 juin 2019

70 présents en AG et cela démarre à quasiment 19 h 30 sous l'impulsion d'un copain qui propose de parler des actions/manifestations du week-end.

Les actions de TEO, puis des HEH (Hôpital Édouard-Herriot) et enfin de la Part-Dieu, sont résumées avec pas mal de détails comme l'agressivité des vigiles et le quasi tabassage d'une jeune femme. Résumé de la manif en partance des Jacobins (voir compte-rendu précédent).

Par contre rien ni personne pour parler de la présence de GJ à la marche des fiertés... Personne ne relève cet oubli en l'absence des initiateurs sauvages de cette entreprise, et ce appuyé par le jeu de la chaise vide du groupe Lyon-Centre.

Un GJ vient expliquer qu'il se met rue de la République à partir de 10 h 30 avec ces pancartes et que tout un chacun peut le rejoindre.

On se demande ce qui serait faisable la semaine prochaine. Plusieurs propositions mais rien ne va se dégager vraiment. L'idée de faire une manif centrale semble belle mais bien enterrée de fait, malgré une proposition de garder un point de rendez-vous en centre ville, comme ce dernier samedi. Remarque rajoutée de J. : si c'est le cas alors Jacobins est idéal puisque hors-zone, mais en bordure immédiate, donc avec possibilité de se propager rapidement dans la zone, ce qui n'est pas le cas, sur ce dernier point, de Bellecour-Antonin-Poncet.

Il y a le 23 juin une fête réalisée par la CCI, pour les commerçants touchés par des pertes en décembre que l'on met sur le dos des GJ. Une action qui nécessiterait d'être expliquée est envisageable : un tract, voire un communiqué, s'impose sur le sort qui est fait aux commerces par la vente par « plateaux » aux Émirats ; sur le mal fait aux commerçants par les travaux ; sur l'usage des lacrymogènes qui a été plus dommageable que la présence des GJ qui n'ont commis aucune dégradation...

Un personne a pris le micro en disant qu'il fallait se réveiller, avec un discours très offensif réclamant le blocage de l'économie. Il a été réfuté par la jeune mandatée (??) qui elle réclamait des actions multiples et diversifiées.

Les RdV qui ont été pris :

La participation à la fête de la musique : 19h /20H(???) Place Carnot pour chanter la chanson à Macron

RdV à venir et à préparer :

actions de ronds-points aux lieux stratégiques (autoroute vers Paris : Vaise et Tassin???)et péages gratuits pour les vacances (suite à une discussion à propos des actions de blocage contestées car impopulaires!)

Proposition est faite de parler des commissions. Il s'avère que les seules commissions restant debout sont celles des revendications et de l'autre la commission justice, et mystère pour celle de la convergence. La première va exposer, comme d'habitude, combien elle fait un travail important qui structure tout avec sa perspective à long terme. La commission justice explique que son action est toujours d'actualité, car des appels ont été faits par des GJ condamnés notamment à du ferme et que la commission sera présente pour les accompagner tout au long du mois de juillet. Cependant elle est fortement décalée puisqu'elle ne propose pas d'actions ou de revendications qui permettraient de rejaillir sur les autres, par exemple l'organisation d'une manifestation contre la répression et pour l'amnistie. La commission action est déclarée morte de fait (comme convenu lors de la dernière réunion) et les autres ne sont même pas évoquées (la commission manifestation n'aura connu qu'une seule séance en tant que commission autonome, mais peut-être n'était-ce pas une bonne idée que de vouloir la séparer de la commission action). L'on ne sait pas si c'est faute de présents ou si c'est faute d'autre chose (mais l'on va y revenir).

Il y a la volonté de parler de l'AdA de Montceau-les-Mines. Ceci pour dire que L. ne pourra être présente ce week-end là. En l'absence des précédents élus, et d'une chaise féminine vacante, c'est plutôt l'un des non-élus (mais il avait 18 voix tout de même !) qui devrait prendre la place. Devant la manière pour le moins cavalière dont se passent les choses, certaines personnes présentes vont contester le fait de présenter des délégués. Après des précisions c'est C. qui reprend le flambeau côté femmes. La personne au micro l'avertit qu'il va y avoir du travail de préparation ! C'est « normal » puisque la nouvelle venue ne fait pas partie du « sérail » (groupe Lyon-Centre) seul fournisseur jusque-là des délégués et observateurs pour les AdA.

Devant ce spectacle G. remarque qu'il n'y pas de mandat défini et que cela constitue un sacré vide de sens d'avoir des élus dont on ne sait de quoi ils parleront. Toujours au micro de l'assemblée depuis qu'on parle de Montceau-les-Mines, S. s'offusque et nous parle de 40 pdf de la commission revendication... Comme si c'était cette commission qui était la garante des contenus du mouvement et de ce que pouvait porter l'AG elle-même. Il ne s'agit pas de nier

le travail de cette commission, mais de constater qu'elle ne travaille pas sur la même perspective et le rythme des autres. Elle cherche à inscrire le mouvement dans le long terme, le considère comme pérenne en soi, loin des préoccupations de court terme du mouvement qui sont celles de l'évaluation d'un rapport de force et en fonction de celui-ci des actions diverses à mener. De fait, cela conduit cette commission à vouloir institutionnaliser le mouvement dans la contre-dépendance au pouvoir (le Vrai débat à la place du Grand débat, l'Assemblée des assemblées à la place de l'Assemblée nationale, etc.). Dans cette logique il faut réussir Montceau coûte que coûte en montrant qu'à Lyon, quand même, la seconde agglomération de France, on fait quelque chose et il est donc nécessaire d'insister pour une élection d'élus même à la hussarde, car, c'est bien connu, des personnes font de l'obstruction et ne proposent jamais rien voir sabotent la prise de décision tout simplement.

Sur ce G. défendant le droit d'émettre des critiques, demande en quoi il n'y a pas de propositions depuis le début de l'AG et notamment, présentement de sa part ?

La discussion va se poursuivre ou se mêlent d'autres interlocuteurs pour dire qu'il faut rendre compte à Montceau des commissions et des actions entamées à Lyon avec succès ou non.

Les personnes qui ont participé à différentes commissions dont certaines sont déclarées mortes acceptent de s'inscrire auprès des mandatées pour Montceau-les-Mines pour faire le bilan de ce qui a été fait (action/communication, etc.).

Une personne de Vaulx-en-Velin énonce qu'un des effets du mouvement est le relâchement de la pression policière sur les quartiers populaires comme à Vaulx. Version contestée par un autre habitant présent et membre d'une association de lutte contre les violences policières. En effet ce serait plutôt la mort de jeunes après des courses poursuites qui amènerait ces temps les policiers à modérer leur présence pour de petites infractions comme évoquées. Le débat va un peu s'enliser, mais un intervenant explique que si la présence de GJ était expressément demandée elle pourrait se faire en prenant en compte une certaine similitude de traitement de la part de la police et de la BAC (cf. CR de la journée de Vaulx-en-Velin contre les répressions policières).

À partir de 21 heures, quand l'AG est vide de moitié, ce qui prend le dessus c'est la bien connue configuration avec monopole du micro (avec le retour de la greffière) autour d'accusations de sabotage de l'AG depuis avril et des commissions du fait de critiques incessantes, toujours en provenance des mêmes. Ce sabotage amènerait l'AG à se vider sans que l'on sache si l'impact de moins en moins évident des manifestations du samedi compte. Il est répondu, par les prétendus saboteurs que cette vision des choses est complètement hors du contexte d'évolution du mouvement lui-même, de sa décrue globale après avoir tenté de durer par des évènements qui finissent par tourner à vide, etc. En réalité c'est le

moment des personnes centrées sur l'AG et les commissions et qui se voient comme l'essence du mouvement. A ce titre ils semblent chercher des coupables et certains semblent même en avoir trouvé... C'est le moment que choisit le « marais » qui ne dit jamais rien pour applaudir à tout rompre. Toute ressemblance avec la situation à la Convention, à la veille de Thermidor, peut être considérée comme (la suite comme dans les salles au cinéma).

L'AG se termine avec moins de 30 personnes encore présentent.

CR des manifestations et actions du 15 juin 2019

10 h 30 rendez-vous à la Feyssine pour une action tenue secrète, mais avec déjà la police qui rode au point d'informations. Arrivée à TEO et levée des barrières, mais suivis de la police qui va aller jusqu'à couper l'autoroute dans notre sens (du jamais vu). Après 1 heure ont est bien 40 sur place. Départ sans vrais ennuis, mais l'idée de tenir est un peu tombée à l'eau...

Le plan B est d'aller à Édouard-Herriot ouvrir le parking avant 14 h. À 30 personnes cela fonctionne, les forces de l'ordre d'un même nombre n'insistent pas et nos rangs gonflent aussi un peu avec la pluie qui les auraient un peu dissuadés, du moins c'est l'impression de certains. L'action va durer au moins jusqu'à 15 h avant de se disperser pour autre chose.

Pendant ce temps un rendez-vous pour 13 h aux Jacobins et à 14 h pour Antonin-Poncet a circulé par différents canaux. Les deux groupes se réunissent après hésitation et discussions sur comment aller rapidement à l'Hôpital Édouard-Herriot à Grange-Blanche ou pas. À 30-40, après que certains soient rentrés chez eux ne voyant pas l'utilité d'une manifestation si peu conséquente et alors que la pluie démarre, ils descendent la rue Édouard-Herriot à partir du passage de l'Argue ralentissant la circulation sans la couper complètement.

Par là-même, preuve est faite que la « zone interdite » n'est pas si interdite que cela. C'est toujours une question de détermination avant tout.

Bon, à part ça les slogans ne sont pas des plus folichons (Castaner Nique ta mère et Macron enculé) et ne sont pas du goût de tout le monde avec un petit groupe qui se laisse glisser vers l'arrière.

Tout le monde se prend une bonne douche et une partie d'entre eux s'arrêtent sous des abribus. Pour eux la manif semble terminée. Devant la poste deux fourgons de Gardes mobiles sont stationnés. Les derniers manifestants les dépassent sans problème et vont s'abriter sous l'entrée de l'Hôtel de Ville... mauvais choix, car il semblerait que les GM en

aient conclu à une opération contre l'hôtel de ville ! Ils ont rapidement le droit à un contrôle d'identité et un fichage vidéo par des GM fermes, mais pas agressifs. Quelques autres qui ont continué vers le métro pour se rendre à Hôpital Édouard-Herriot sont récupérés par les GM et passés à leur tour. Une fois le contrôle terminé on leur intime l'ordre de quitter la zone sous peine de finir au commissariat. Mais c'est un ordre en l'air puisqu'ils ne nous accompagnent pas hors de la zone interdite.

Ceux qui étaient présents à la Marche des fiertés puisqu'elle avait « validée » leur présence vont rester très peu nombreux eux aussi (une grosse vingtaine) et encore plus isolés vu l'évènement (voir photo du Progrès). La pluie amène les organisateurs de la marche à l'annuler ce qui donne encore plus de consistance au fiasco de cette nouvelle « convergence » particulièrement artificielle.

L'équipe du côté de l'Hôpital Édouard-Herriot est repartie et beaucoup vont aller investir la Part-Dieu vers 16 h 30. Un groupe de près de 60 personnes, même si au milieu d'une foule dense il est difficile de se compter, se retrouve dedans. Les vigiles vont être particulièrement agressifs, notamment avec des femmes, et avec l'appui de la police la tactique va être d'isoler les présents. Encerclé pour les empêcher de changer d'étage c'est par grappe que les GJ vont pouvoir partir sans contrôle d'identité.

Quand au rendez-vous de 20 h 30 ce sera un raté malgré la présence d'une vingtaine de personnes qui discutent à l'abri devant la pharmacie de l'Hôtel-Dieu.

Compte-rendu AG Gilets jaunes Bourse du Travail le 11 juin 2019

100 personnes présentes, mais une commission revendication se tient dans le même temps. Un de ses membres vient présenter leur travail. Rien de nouveau par rapport aux précédentes annonces. La commission se calque sur ce qui se fait dans le « vrai débat » en contrepoint du grand débat... et avec les mêmes difficultés de « traitement » des données. Des coordinations entre régions semblent s'établir pour se partager ces données, trier les revendications (plus de mille !!!), les classer, etc.

Une information est ensuite donnée sur l'arrivée à Lyon le 12 juin de la personne handicapée qui a perdu un œil. Une quête est entreprise pour la prise en charge et rendez-vous pris pour l'accueillir en nombre place Guichard à partir de 19 h.

Une autre information est donnée de la réunion à Vaulx-en-Velin sur les violences policières dans les « quartiers » en rapport avec les violences policières contre les GJ. Un lien est en train de se créer qui n'est pas artificiel dans la mesure où plusieurs personnes de Vaulx qui travaillent là-dessus sont aussi des GJ parfois présents à l'AG.

Le thème du 22 juin sur l'énergie est abandonné.

Une annonce est faite pour le barbecue du 23 juin avec appel à participation sous plusieurs formes.

Puis c'est le compte-rendu de la manif nationale de Montpellier par certains qui y sont allés. Bataille de chiffres de participants et de blessés plus ou moins graves. Des incidents graves en tout cas et un maire qui, paraît-il, pleure sa ville. En tout cas un vrai blackout médiatique sur les violences policières laissant la voie libre à la rumeur d'un ou deux morts parmi les manifestants.

Une intervention d'une personne de Tarare pour signaler que pour Montceau-les-Mines la date limite des noms de délégués est dans 4 jours.

J. intervient ensuite pour dire que présent lui aussi à Vaulx samedi et donc absent de la manif, il s'étonne que personne n'en ait fait le compte-rendu.

En réponse, on assiste alors à un véritable déchaînement entre manifestants satisfaits de leur manif, parce qu'elle n'était pas déclarée, parce qu'ils se sont « éclatés » ou parce qu'ils se sont réapproprié le centre (Jacobins) et la ville et d'autres qui soit disent que ça ne sert à rien ou alors qu'on perd beaucoup de monde parce que ces actions non déclarées nécessitent de la vivacité et rapidité que toutes les personnes ne possèdent pas, bref qu'il vaut mieux des manifestations déclarées, tranquilles et qui ramènent du monde.

Une véritable guerre de tranchées qui culmine avec la mise en accusation des membres de Lyon-Centre. De la part de plusieurs personnes, sans parler de tout ce qui est paru sur Facebook. En effet dans le journal Le Progrès de dimanche le leader du groupe GJ Lyon-Centre se lamentait du peu de succès de la manif faisant porter ça sur le résultat des élections (à quel point roule-t-il pour LFI ?)

Dans le même journal, à côté de l'article sur la manif un petit entrefilet indique que le prochain acte des GJ Lyon sera en fait de rejoindre la « marche des fiertés » ! J. fait remarquer que ce point n'a jamais fait l'objet d'une proposition et encore moins d'une discussion ce qui est intolérable du point de vue de la méthode et de plus n'a été précédé d'aucun échange avec un quelconque membre ou responsable de cette marche. Un membre du groupe GJ Lyon-Centre se jette alors sur le micro en criant « je peux te le dire qui a dit ça

et c'est même moi qui aie décidé de tirer le tract d'appel parce que cette marche est contre les discriminations ».

J. demande à ce que soit fait un démenti, mais en fait Lyon-Centre semble penser qu'il n'y a pas de démenti à faire, car personne n'aurait fait de déclaration en ce sens ! Le journaliste a dû inventer, car on le sait « Progrès menteur ». On marche vraiment sur la tête avec pourtant un groupe fier de sa transparence et de son organisation horizontale.

Revient ensuite la question de Montceau-les-Mines et des délégués. Les membres de Lyon-Centre essaient bien de renvoyer ça aux commissions de la semaine puisque, disent-ils, rien ne se fait en AG... sauf la discussion qu'ils craignent plus que tout quand l'assemblée est en autogestion. Mais bref l'AG l'impose sans le moins du monde discuter du bien fondé de s'y rendre, ni vraiment sur ce qu'on va y dire. Dans ce cadre là on ne voit vraiment pas qui pourrait être délégué et surtout représentatif d'une AG où il reste 50 personnes alors que même les 100 de départ ne représentaient pas un chiffre très significatif.

Une fois la question de la sotte parité réglée (S. se plaint d'être « obligée » d'y aller une seconde fois parce que personne de la gent féminine ne se bouscule au portillon), il reste le problème de faire le tri entre 6 candidats masculins, dont W qui repiquerait bien au truc, alors qu'il est déjà allé aux deux précédentes. Mais devant l'hostilité de la salle il abandonne vite sa prétention. Après une brève discussion, pour s'entendre sur un consensus de deux, il apparaît bien vite que lutte de pouvoir et de « tendance » sont derrière tout cela et chacun se présente devant une poignée d'électeurs. J. se retire à son tour pour ne pas se prêter à cette mascarade.

Pendant que se discutait à part la question des délégués G. propose qu'ait lieu une manifestation autonome de GJ le samedi à partir de 13 h à partir d'une grande place.

L'AG se termine par une nouvelle altercation entre W et « nous » accusés de tout saboter, de ne rien faire, de ne rien proposer alors que nous ne l'attaquons jamais ad hominem, mais n'ayant pas les gens des réseaux sociaux face à lui, ni ses détracteurs du dernier samedi, il passe ses nerfs comme il peut, appuyé par la greffière, qui se trouve être aussi sa mère, dans tous ses états.

G. lui répond calmement qu'une proposition de manif pour samedi a été faite, mais qu'il l'a à peine relevé.

On apprendra dans la soirée qu'il prend du recul avec moins de présence.

Compte-rendu de la manifestation du 8 juin 2019 Lyon

14 h Brotteaux

Nous sommes 150 et nous allons attendre un peu dans l'espoir que les rangs se gonflent. Nous serons 300 au plus fort de cette manifestation. L'un des parcours qui avait été envisagé en amont est celui qui exclut tout passage par la presqu'île pour finir à la Guillotière. C'est donc vers la rue Vauban que l'on s'élançait et rapidement la tête du cortège tente des chemins qui se voient bloqués par la police. S'instaure alors un jeu de rapidité et d'initiative entre forces de l'ordre et nous ponctué par quelques arrêts, car certains ont du mal à suivre le rythme.

Le parcours va être bien aléatoire, 100 % Gilets jaunes donc, mais de ce fait il en est difficile à retranscrire. Pour donner les points importants : nous allons passer à l'intérieur des Halles Paul Bocuse sans encombre ni intervention quelconque des forces de l'ordre ce qui rebooste tout le monde. Autrement au croisement Lafayette rue Tête-d'Or nous nous trouvons bloqués par les forces de l'ordre histoire de ne pas atteindre la Part-Dieu par le côté de la rue Eugène-Deruelle. La seule voie est alors de descendre le cours Lafayette en direction du Rhône jusqu'au pont du même nom. À cet endroit les forces de l'ordre nous bloquent le passage et nous repartons dans le sens inverse. Mais derrière nous cela s'est aussi refermé et nous empruntons la rue Molière dans le sens opposé à la Préfecture ce qui enlève tout sens à cette initiative. Une petite centaine de personnes sont encore présentes et vont vivre la dislocation de la manifestation tandis que d'autres partent ou sont déjà parties pour le Vieux-Lyon, seconde étape de la journée.



Arrivé dans le Vieux-Lyon les policiers ont eu vent de l'affaire, d'autant plus que la manifestation d'origine est en pleine dislocation. Ils vont venir en masse, mais sans intervenir tout de suite. Un peu d'attente avant que ne se forme un vrai groupe devant les 24 colonnes qui va pouvoir déambuler dans la rue Saint-Jean, nous sommes une centaine au milieu d'une masse de touristes.



Bonn

e ambiance, nous remontons sur Saint-Paul et pas de policiers, descente opportuniste vers le pont La Feuillée en accélérant le pas. Une fois engagés dessus, malgré l'appel à se presser, les forces de l'ordre bloquent la sortie du pont alors qu'ils ne sont pas nombreux : reflux d'autant plus que d'autres policiers arrivent par les quais en véhicule. Nous remontons sur Saint-Paul puis faisons le trajet retour dans Saint-Jean. Des policiers apparaissent derrière nous, pas trop au contact, mais tentant de nous isoler. Collectivement nous enlevons les gilets et devenons invisibles à leurs yeux. Des GJ vont conserver un moment une position entre la rue de la Bombarde et la rue Saint-Jean, mais il semble que la journée soit finie.

Beaucoup partent tandis que d'autres, peu nombreux, vont par ailleurs aller aux Jacobins pour repartir de manière festive traversant la zone interdite de la presqu'île (puis même rue Victor Hugo) sans aucun flics pour perturber cela.

CR de l'AG Bourse Lyon du 3 juin

Environ 80 personnes, la désaffection continue sans qu'elle soit compensée par de nouvelles personnes.

Le principal point de discussion va concerner la manifestation du 1er juin avec des

appréciations fors différentes sur le bilan, positif pour la plupart des GJ Lyon-centre parce que la manif a réuni du monde (1500 personnes, estimation discutable), qu'elle « s'est bien passée », qu'il n'y a pas eu de gaz, que les manifestants ont eu du courage sous la chaleur, etc. Pour les autres, c'est clairement un échec de la convergence puisqu'on y a peu vu de Blouses blanches et qu'il y a eu instrumentalisation des GJ par les petits syndicats pour se donner du poids par rapport à la CGT. Une troisième position transparaît aussi qui rejette ce qui serait une polémique secondaire par rapport au fait essentiel que des personnes sont descendues dans la rue pour montrer qu'elle défendent avant tout le système de santé relié au service public. En fait, cette position passe subrepticement du « Tous Gilets jaunes » de 2018 au « Tous ensemble » de 1995 qui serait sa façon de répondre, premièrement à son isolement (on est de plus en plus loin du « Tous Gilets jaunes »), deuxièmement à l'échec patent de la convergence. Un double échec, celui de luttes trop embryonnaires pour ne pas être englobées dans le mouvement des Gilets jaunes ; celui de militants et grévistes qui n'ont aucune envie d'être assimilés aux Gilets jaunes.

Cette troisième position va s'exprimer encore plus clairement à travers une proposition en provenance des rangs du groupe Lyon-centre pour une manifestation le 22 juin contre toutes les mesures de privatisation et augmentation des prix des grands services de l'énergie et des transports. Cette proposition ne tient pas compte des échecs des syndicats à maintenir le « système » de 1945 (programme), mais cherchent à se substituer à eux dans le même genre de grandes messes contre productives. Et évidemment, c'est toujours la même chose qui peut émettre une critique sur ce genre de proposition sans se voir retourner : « vous êtes contre les services publics ? ».

Toujours dans le même type d'intervention, l'animateur habituel des hôpitaux essaie de faire passer à la hussarde devant à peine 50 personnes le même type d'action que celle du samedi 1er, sur la base de on ne peut pas être contre. Il faudra que plusieurs personnes, dont une à la tribune, interviennent pour signaler que ce genre de proposition doit d'abord être discutée.

Si toute critique est elle-même critiquée au nom du « celui qui fait a toujours raison », il est bien évident qu'il s'avère illusoire d'attendre la moindre autocritique de la part du mouvement. Ni le résultat des élections reçu pourtant comme une catastrophe, ni l'échec de la convergence n'entraînent de redescende sur terre pour se coltiner aux vraies questions.

Des membres de TEO vont ensuite intervenir sur plusieurs axes :

- La critique de la fausse convergence
- Le fait qu'ils seraient les seuls à initier des actions en semaine ou le samedi matin et

qu'elles ne seraient pas relayées (sous-entendu on ne peut plus clair) par le groupe Lyon-centre, ce qui semble une accusation abusive car nous-mêmes ne sommes pas au courant ou apprenons au dernier moment l'existence de telles actions. Sans parler du fait de pratiques de défiance en commission de la part des TEO et périphérie contre de personnes qu'ils ne connaissent pas ou en qui ils n'ont pas confiance.

L'un d'entre nous en profite pour dire que les dernières commissions manifestation d'une part et action de l'autre ont été catastrophiques à bien des égards (sauf apparemment pour le groupe Lyon-centre qui se félicite d'avoir bien discuté à quatre à la dernière commission action.

- L'AG interdépartementale organisée à Givors et qui se déroule dans un département différent chaque mois a mis en avant le fait de mener une action en direction des municipales. Ce n'est pas la première fois que les personnes les plus déterminées dans l'action y compris coup de poing, font le grand écart dès qu'il est question d'élus locaux ou d'élections locales.

L'AG se termine sur des interventions qui toutes affirment la nécessité de tenir coûte que coûte pendant l'été pour que le mouvement redémarre en septembre. Pour cela, les commissions revendications et débat ou RIC insistent sur le côté formateur et éducation populaire de leur action. Cela peut paraître bel et bien bon, mais visiblement les personnes qui mettent ça au premier plan oublient que le temps du mouvement est celui de l'évènement, la révolte liée à l'urgence sociale.

Aucune référence n'est faite à la proposition de Montceau les mines d'une marche partant de Montceau dès la fin de l'assemblée des assemblées. pour atteindre Paris le 14 juillet. Pas de mention non plus d'une possible « Nuit du 4 août » elle aussi faisait l'objet d'une proposition. Pourtant la première proposition pourrait donner un débouché à cette troisième assemblée des assemblées dont à vrai dire on ne voit pas trop le sens.

CR de la manifestation du 1er juin à Lyon

Une manifestation déclarée censée être commune entre les Gilets jaunes d'une part, les hospitaliers en lutte d'autre part. Un tract avec double face pour chacune des parties a été distribué en amont.

Au rendez-vous du Gros-Caillou à 14 h, environ 500 personnes, à une très grande majorité des Gilets jaunes et la présence de quelques drapeaux FO (en fait le côté syndical du tract correspond à un appel FO-SUD), tenus par des militants lambertistes du POI. Le cortège se dirige vers l'hôpital de la Croix-Rousse. Mais au lieu d'être accueillis par une ou plusieurs rangées de Blouses blanches à l'entrée de l'hôpital, on a droit au cordon de CRS !



Devant la fraîcheur de l'accueil, nous ne traînons pas et après une brève prise de parole de « l'organisateur » de la manifestation, nous prenons la direction de la place de la Croix-Rousse sachant que le Boulevard nous est interdit par la présence d'une fête foraine. À noter que le camion syndical promis pour la sono est absent, visiblement l'initiative n'a pas dû beaucoup être relayée au niveau des directions syndicales. SUD semble d'ailleurs complètement absent de la manifestation !



Desc
ente par les petites rues des pentes. On fait le plein de quelques dizaines de personnes et en avant vers le quai de Saône avec les cordons qui bloquent toute tentative de passage sur Saint-Paul. On prend les quais et à hauteur de la rue Grenette quelques manifestants s'avancent en direction de la zone interdite et vont bifurquer pour remonter la rue Mercière avant d'être empêchés par la police de se retrouver place des Jacobins. Peu suivis, ils réintègrent le cortège principal un peu plus loin, mais sans gazage ni charge. Stationnement et prise de parole devant le siège des HCL quai des Célestins. Arrivés au pont Bonaparte tergiversations des manifestants, car visiblement les organisateurs ne savent plus par quelle rue ils doivent rejoindre la place Bellecour. À l'occasion, la police fait preuve de beaucoup de discrétion et souplesse alors qu'il y a souvent eu des incidents et gazages à cet endroit.

Au plus gros de la manifestation, nous devons être un bon millier (1500 d'après le comptage « du nombre jaune »).

Un certain nombre de personnes quittent alors la manifestation pour se rendre au centre commercial Confluence où une action « sauvage » du même type que la semaine précédente à la Part-Dieu, est prévue à partir de 17 h. Une cinquantaine de manifestants s'y retrouvent et vont, au signal, déambuler pendant une demi-heure dans tout le centre commercial. Les vigiles sont bien plus corrects, sauf leur cheftaine particulièrement enragée à faire des photos et à appeler la police auprès de laquelle elle semble indiquer des cibles qu'elle a

repérées.



Pourt

ant il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Seul le McDo a momentanément fermé et l'ambiance générale est beaucoup plus détendue que la semaine dernière à la Part-Dieu. Il y a moins de compression de personnes, les slogans ou chants portent moins à cause du toit ouvrant du dernier étage.

Cela n'empêchera pas les Robocops d'arriver, sans trop se presser quand même. Ceux des manifestants qui ne s'écartent pas sont poussés vers l'extérieur où trois manifestants sont contrôlés puis relâchés. Il n'est pas loin de 18 h 30.



Pendant ce temps, la manifestation centrale a continué ses passages devant les hôpitaux, mais Saint-Luc/Saint-Joseph a été évité, et ce suite au vote du parcours sur Facebook... Elle prend la direction de son point final l'hôpital Édouard-Herriot à Grange-Blanche. Là, pas plus de Blouses blanches qu'au départ. On y apprend aussi que très peu d'information a été faite (Vinatier ne semblait pas au courant) ou alors qu'elle est restée cloisonnée du fait de l'absence de la CGT. On y apprend aussi, oh misère !, que la CGT des hôpitaux prépare une action pour jeudi !

À 19 h une dizaine de GJ de retour de la manifestation s'installent au pied du cheval Place Bellecour, alors que d'autres se dispersent éreintés par la chaleur et le soleil.